



COMMUNIQUE DE PRESSE

**CONFERENCE INTERNATIONALE
A L'OCCASION DU CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE**

RENCONTRE DU CLUB DE PARIS AVEC LES CREANCIERS PRIVES

Le 14 juin 2006 le Club de Paris a organisé une conférence internationale à Paris, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Cette conférence s'est déroulée dans les locaux du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

La conférence a été introduite par M. Xavier Musca, Président du Club de Paris, qui a lu un message de M. Thierry Breton, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. M. Stanley Fischer, gouverneur de la Banque centrale d'Israël, a prononcé le discours d'ouverture.

La première table ronde a débattu du rôle du Club de Paris dans l'architecture financière internationale. Le président de table ronde était M. Mario Draghi, gouverneur de la Banque d'Italie. L'intervenant principal était M. Jacques de Larosière, ancien directeur général du Fonds monétaire international et ancien Président du Club de Paris. Les autres intervenants incluaient des représentants des pays créditeurs (M. Mark Carney, M. Sergueï Stortchak), des institutions financières internationales (M. Enrique V. Iglesias et M. Jean Lemierre), et du secteur privé (M. John Lipsky).

La deuxième table ronde a débattu du rôle du Club de Paris dans la restauration de la soutenabilité de la dette. Elle était présidée par M. Donald Kaberuka, président de la Banque Africaine de Développement. L'intervenant principal était M. Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international et ancien Président du Club de Paris. Les autres intervenants incluaient des représentants des institutions financières internationales (M. Agustin Carstens et M. Vincenzo LaVia), un universitaire (M. Daniel Cohen), ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales (M. Francesco Oddone) et des pays débiteurs (Mme Ngozi Olonjo Iweala).

M. Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne a conclu la conférence avec un discours final.

La conférence a permis aux participants (environ 400) d'échanger leurs vues sur le rôle du Club de Paris durant ses cinquante premières années ainsi que pour l'avenir. Les tables rondes incluaient des discussions avec la salle qui ont permis à d'autres participants de s'exprimer.

La première table ronde a particulièrement débattu des défis liés à la relation entre créanciers privés et publics des pays à faible revenu.

La deuxième table ronde a débattu de l'évolution profonde de la communauté financière internationale depuis 1956 et ses conséquences sur le rôle du Club de Paris dans le traitement de la dette des pays à faible revenu.

La conférence a été précédée le matin par la rencontre annuelle entre le Club de Paris et des représentants du secteur privé. Quelque trente acteurs de marchés représentant acheteurs, vendeurs, négociateurs, conseillers, porteurs obligataires ainsi que les chefs de délégation des pays membres du Club de Paris ont participé à la rencontre présidée par Xavier Musca, Président du Club de Paris. Il s'agit de la sixième rencontre de la sorte depuis 2001, pour soutenir les efforts déployés par les créanciers du Club de Paris en vue d'accroître la transparence, en particulier en direction du secteur privé.

L'agenda s'est concentré sur la situation du marché de la dette des pays émergents et sur le cas de certains pays. Après une présentation générale de l'activité du Club de Paris en 2005-2006, la première partie de la séance a été consacrée à une présentation par les représentants du secteur privé de la situation du marché de la dette des pays émergents. La deuxième partie de la réunion a été consacrée à l'étude des cas de deux pays : l'Irak et l'Argentine. Ces débats ont permis aux deux parties de comprendre mieux les positions des différents acteurs participants au processus et de tirer des leçons de la restructuration de la dette obligataire. L'ensemble des participants s'est déclaré satisfait que les échanges d'information et de vues durant la réunion aient été fructueux et a considéré que ces discussions ont été utiles et devraient être poursuivies sur une base annuelle.